

Edition du 27 novembre 2020

Réalisée à l'aide des contributions des Services Économiques

L'essentiel

▶ **Vietnam : selon le FMI, la croissance rebondirait plus fortement que prévu en 2020, à 2,4%**

Le FMI a relevé ses prévisions de croissance pour le Vietnam de 0,8 pdb à 2,4% en 2020, par rapport aux prévisions du WEO d'octobre. Cette révision à la hausse reflète une reprise de l'activité, parmi les plus dynamiques d'Asie avec celle de la Chine (dont la croissance du PIB est prévue à 1,9% en 2020). Le FMI a par ailleurs déclaré que l'économie vietnamienne devrait se redresser en 2021 avec une croissance de 6,5% et une inflation à 4%. Par ailleurs, le volume de fret transitant par les ports maritimes vietnamiens au cours des 11 premiers mois de cette année a atteint 630 Mt, soit une augmentation de 5% par rapport à la même période l'année dernière, témoignant de la reprise du pays.

▶ **Turquie : poursuite de la normalisation de la politique économique**

Suite au limogeage du gouverneur de la Banque centrale et à la démission du ministre des finances Albayrak, les autorités bancaires et monétaires prennent des mesures afin de regagner la confiance, la crédibilité et la prévisibilité de ses décisions. Le 27 novembre, la Banque centrale a, de nouveau, changé les règles de constitution des réserves obligatoires en supprimant le critère de croissance réelle des crédits et en rehaussant de 200 pdb l'exigence de constitution des réserves obligatoires. Cette décision fait suite à une série d'actions et de règlements mis en œuvre depuis l'arrivée du nouveau Gouverneur et du nouveau Ministre des finances : première émission d'obligations souveraines à 10 ans depuis juillet 2018, suppression du ratio d'actifs incitant les banques à accélérer la distribution des crédits, hausse du principal taux directeur de 475 pdb et simplification du cadre de la politique monétaire.

▶ **Tunisie : l'agence de notation financière Fitch Ratings a dégradé sa perspective, de stable à négative**

L'agence justifie cette décision par l'aggravation des risques de liquidité budgétaire due à une forte détérioration des finances publiques et de l'environnement macroéconomique provoqué par le choc de la pandémie de coronavirus. Pour Fitch Ratings, le paysage politique fragmenté et des tensions sociales enracinées risquent d'entraver le progrès dans les réformes budgétaires, jugées cruciales, et pourraient compliquer les efforts pour obtenir de nouveaux financements du FMI, même si les autorités restent attachées à une politique d'assainissement budgétaire et bénéficient d'un fort soutien des créanciers. L'agence prévoit un creusement du déficit public de 3,3% du PIB en 2019 à 10,5% en 2020 (11,4% selon la dernière version du projet de la LFC). De nouveaux retards dans la conclusion d'un accord avec le FMI pourraient compromettre le plan de financement du gouvernement pour 2021, qui repose sur un niveau record des emprunts extérieurs nets (8% du PIB). Enfin, Fitch prévoit que la crise entraînera une **récession record de 8% en 2020** (avant un rebond de 4% en 2021), et que la **dette publique augmentera à 89% du PIB en 2021** (72,5% en 2019).

▶ **ASEAN : impact économique du changement climatique estimé entre 0,7 et 8,5% du PIB selon les pays**

Les banques centrales de l'ASEAN publient un rapport conjoint sur la gestion des risques climatiques. Le document estime la perte économique potentielle du fait des risques climatiques entre 0,7% du PIB pour le Cambodge, 5,0% pour le Vietnam, 7,5% pour l'Indonésie et jusqu'à 8,5% du PIB pour les Philippines d'ici 2100, alors que la région fait face à une hausse de la température de près de 1°C depuis 1960 entraînant une augmentation des catastrophes naturelles et des phénomènes météorologiques extrêmes (typhons, feux de forêts...), ce qui fait peser des risques économiques et financiers sur la région.

▶ **Inde : ralentissement du crédit et hausse des NPL**

La croissance nominale du crédit bancaire au terme du T2 de l'exercice en cours (juillet-septembre) ralentit à 5,8% en g.a. contre 8,9% un an plus tôt, en raison d'une décélération plus marquée des crédits octroyés par les banques privées (+6,9 % contre 14,4 % un an plus tôt) que par les banques publiques (+5,7 % contre 5,2% au T2 2019/20). Dans son rapport intitulé « *The Stress Fractures in Indian Financial Institutions* », S&P estime par ailleurs que le taux de NPL, estimé à 8% fin juin 2020, pourrait atteindre 11 % du total des prêts d'ici 12 à 18 mois. Cette hausse serait le contrecoup de la fin du moratoire de six mois sur les prêts et de la suspension de la classification des NPL. Le secteur bancaire ne se relèverait complètement de la crise qu'à la fin de l'exercice 2022/23 (31 mars 2023) et 3 à 8 % des prêts pourraient être restructurés.

Point Marchés

Les marchés émergents ont enregistré à nouveau des gains en moyenne cette semaine dans un contexte général d'appétit pour le risque et d'optimisme lié à la perspective de vaccins. La hausse des marchés actions a été particulièrement importante en Europe de l'Est et en Afrique du Sud. Les devises émergentes ont connu des performances plus dispersées, avec une dépréciation de la livre turque. Les spreads des titres de dette souveraine se sont resserrés en moyenne, en particulier en Afrique.

L'indice boursier MSCI composite marchés émergents (en dollars) a enregistré des gains plus prononcés cette semaine (2,4 %), après 1,6 % la semaine dernière. Des gains ont été enregistrés dans presque toutes les régions, en particulier en Europe de l'Est, l'indice régional ayant gagné 4 % après avoir gagné 1,3 % la semaine dernière. C'est l'indice boursier russe qui enregistré la hausse la plus importante (4,3 % après 1,3 % la semaine précédente). L'indice, qui avait connu de très fortes pertes en mars dans un contexte de chute des prix du pétrole, a maintenant rattrapé presque toutes ses pertes. Le taux d'intérêt sur les dépôts, qui a atteint un record à la baisse, a poussé les investisseurs de détail vers le marché actions et les cours ont également été stimulés par l'optimisme autour d'un vaccin. L'Afrique du Sud a également connu une performance haussière (3,5 % après -1,1 % la semaine dernière) alors que les notations de deux entreprises significatives de l'indice ont été revues à la hausse (Bidvest Group et Tiger Brands). Le marché sud-africain a également bénéficié d'une reprise des entreprises minières.

Les grandes devises émergentes ont, elles, connu des performances plus dispersées face au dollar US cette semaine. La livre turque a enregistré le mouvement le plus important, avec une dépréciation de 4,2 % cette semaine, après une appréciation de 1,8 % la semaine dernière. La devise a été volatile au mois de novembre, connaissant des performances plus mitigées que les autres devises émergentes. Si les investisseurs étrangers accueillent positivement l'augmentation significative du taux de la banque centrale, les investisseurs locaux sont plus prudents et stockent de l'or et des dollars, ce qui explique la dépréciation.

S'agissant des titres de dette souveraine, les spreads se sont en moyenne resserrés cette semaine, suivant la tendance de la semaine dernière. Ce resserrement est particulièrement marqué dans les pays africains. Les spreads ghanéens et nigériens ont respectivement enregistré des resserrements de 35 et 30 pnb. Ces pays bénéficient d'un mouvement général de regain d'appétit pour le risque. L'agence de notation Fitch avait révisé la perspective du Nigeria de défavorable à stable, reflétant une réduction des incertitudes et de l'impact du Covid-19 sur l'économie nationale. Plusieurs milliardaires locaux ont annoncé récemment de larges projets d'investissement dans le pays malgré la prudence des investisseurs internationaux.

